

Un vécu partagé

Les frontières ont longtemps été perçues comme des espaces crispés, mais la globalisation a contribué à faire de celles-ci, notamment en Europe, des espaces d'articulation, de plus en plus intégrés. Les travailleurs frontaliers, du fait de leurs modes de vie, «à cheval» entre deux Etats, jouent un rôle important dans l'accroissement des interrelations de part et d'autre de la frontière. A noter que la Suisse accueille près de la moitié des travailleurs frontaliers présents sur le continent européen.

Jusqu'à un temps relativement récent, à savoir les années 1960, les autorités politiques et les milieux scientifiques ne s'intéressaient guère au devenir socio-économique des régions limitrophes. Les frontières en effet, définies d'abord comme des lignes de démarcation politiques délimitant deux aires de souveraineté, étaient certes – et demeurent aujourd'hui – des enjeux centraux pour les Etats. Cependant, considérées essentiellement comme des boucliers contre les incursions étrangères, ces «zones d'articulation» étaient négligées par ailleurs, les autorités et les chercheurs se préoccupant davantage des régions centrales que des aires périphériques. Ainsi, Wa-

ckermann (1987) signale que les zones frontières ont bien souvent été dans le passé – et demeurent toujours dans divers endroits du monde – des «espaces crispés», les Etats redoutant les visées étrangères sur leur territoire et se méfiant des nationaux campés à la périphérie.

Intérêt croissant pour les zones frontières

Dans certaines zones limitrophes, situées principalement en Europe occidentale et aux Etats-Unis, on vit apparaître à partir des années 1950 d'importants mouvements de populations, d'industries et de capitaux, une urbanisation et une interdépendance économique croissantes entre les régions situées de part et d'autre des frontières. C'est que le contexte international commençait à subir des modifications profondes, du fait de l'édification progressive de l'Europe communautaire, de la mondialisation croissante des échanges et des communications, avec comme corollaire une diminution de la souveraineté absolue des Etats. Générateurs de nouvelles localisations d'hommes et d'activités, ces bouleversements contribuèrent à recomposer les espaces, suscitant un intérêt croissant pour les zones frontières et le développement de nouveaux pôles régionaux, en particulier transfrontaliers (Leresche et Lévy 1995).

S'agissant de l'Europe, la question des frontières et de la coopération transfrontalière y occupe depuis la fin des années 1960 une place importante, tant dans le domaine politique que scientifique, tout particulièrement en Suisse et en France. La France est en effet le premier pays «exportateur» de main-d'œuvre frontalière en Europe, et la Suisse accueille près de la moitié des travailleurs frontaliers présents sur le continent. Dans le cas de celle-ci, qui a des frontières avec la France, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, les zones frontalières ont aujourd'hui une importance reconnue, en particulier les régions de Genève, de Bâle et du Tessin.

Dans ce contexte, les chercheurs s'accordent par ailleurs à reconnaître le rôle moteur qu'ont joué – et que jouent encore – dans le développement des nouveaux pôles de développement limitrophes les mouvements pendulaires quotidiens. Ainsi, la prise de conscience de l'émergence de problèmes de nature transfrontalière a-t-elle parfois été suscitée par la forte croissance des flux de travailleurs frontaliers. L'importance de ces flux a par ailleurs été à maintes occasions – ainsi dans les zones bâloise et genevoise – révélatrice d'une croissance différentielle des activités économiques de part et d'autre de la frontière, déséquilibre parfois longtemps occulté. Les chercheurs soulignent également l'importante contribution de la main-d'œuvre frontalière dans le développement économique des régions d'accueil. Enfin, ils mettent en lumière le rôle majeur des «migrations» quotidiennes de travail dans le développement, au sein des populations «bordières», d'une perception spatiale commune et d'un sentiment de vécu partagé.

Les travailleurs frontaliers ont été en effet des acteurs importants dans le développement des liens transfrontaliers. Leurs vies se construisent concrètement à travers des espaces sociaux qui traversent les frontières nationales et contribuent à rapprocher les deux bords de la frontière. Mais qui sont ces personnes?

Les travailleurs frontaliers occupés en Suisse

La situation des personnes que l'on désigne par frontalières se définit essentiellement par une dissociation, vécue quotidiennement, entre leur lieu de résidence et de citoyenneté et leur lieu de travail, ceux-ci étant séparés par une frontière étatique. Cette condition différencie les frontaliers des immigrés qui résident de manière permanente dans le pays d'emploi, ainsi que des résidents «bordiers» qui logent aux abords d'une frontière mais travaillent sur le territoire de leur Etat. Elle les différencie aussi des pendulaires qui parcourent en effet quotidiennement une distance relativement importante entre leur domicile et leur lieu de travail, mais leur route ne passe pas par une frontière étatique.

Dans le cas suisse, les personnes que l'on désigne comme frontalières sont, d'un point de vue juridique, des travailleurs qui exercent une activité lucrative en Suisse, tout en conservant leur domicile dans la zone frontalière d'un pays voisin. Ils disposent d'une autorisation spécifique de travail (permis G). Au total, 213'500 frontaliers travaillaient en Suisse au 1er trimestre 2009. Leur effectif a augmenté de manière importante (26%) en cinq ans puisqu'ils étaient 170'100 au 1er trimestre 2004. Plus de la moitié de la main-d'œuvre frontalière (53%) provient de France, le reste étant principalement résidant en Italie (22%) et en Allemagne (21%). Cette composition est restée assez stable entre 2004 et 2009. Trois quarts des frontaliers travaillent dans cinq cantons: Genève, Tessin, Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Vaud. La majorité d'entre eux sont des hommes (64%). L'écrasante majorité (99,5%) de frontaliers sont

salariés. Ils sont fortement représentés dans le secteur secondaire (39%), même si la majorité travaille dans le secteur tertiaire (60%). En effet, les parts correspondantes pour l'ensemble de la population active occupée sont de 23% dans le secteur secondaire et de 73% dans le secteur tertiaire.

Appartenance culturo-nationale versus identité transfrontalière

Du fait que les lieux de résidence et de travail de la population frontalière font partie d'«espaces publics étatico-nationaux» distincts, son expérience s'inscrit dans la problématique plus générale du rôle de l'appartenance culturo-nationale dans la dynamique identitaire. A ce propos, certains auteurs constatent que l'internationalisation de l'économie, le déclin des solidarités de classe, l'affaiblissement de l'Etat-providence et la montée d'un néo-individualisme lié à la consommation et à la communication de masse font que l'univers culturel dominant des sociétés nationales a été bouleversé et n'existe plus comme tel. Il s'ensuit une «situation culturelle nouvelle, où l'expérience des individus est de moins en moins celle d'une appartenance nationale au sens traditionnel du terme, autrement dit où leur intégration économique et sociale se définit de plus en plus indépendamment de sa liaison avec un cadre de référence strictement national» (Bastienier et Dassetto 1993).

Par ailleurs, de nombreuses études témoignent du développement en Europe de nouveaux espaces régionaux, en particulier dans certaines zones transfrontalières. Tant la mondialisation que la construction européenne induisent en effet une recomposition des espaces économiques et géopolitiques. Le travailleur frontalier apparaît comme un acteur privilégié de ce double processus de dissociation et de recomposition des allégeances: ses pratiques se déroulent en effet dans un espace régional qui fait fi des frontières nationales.

Région franco-genevoise

A partir d'une étude sur les frontaliers dans la région franco-genevoise (Bolzman, Vial 2007), on s'est interrogé sur l'existence d'un mode de vie transfrontalier, qui serait caractérisé par des pratiques sociales – consommation, loisirs, participation associative, réseau des relations – s'inscrivant des deux côtés de la frontière. On s'est également intéressé à l'émergence éventuelle des formes d'identités transfrontalières, dont les éléments sont de l'ordre des connaissances et des représentations, tel un sentiment d'identité transnationale, à référence régionale ou européenne par exemple.

Le fait d'exercer une activité professionnelle à Genève donne aux frontaliers un accès relativement aisé aux biens de consommation, aux loisirs et aux manifestations collectives présents dans la région romande. De prime abord, ces pratiques semblent relever d'une logique largement utilitaire. Une analyse plus poussée révèle néanmoins des motivations complexes qui suggèrent l'intervention de logiques à caractère «culturel», issues d'une familiarité accrue avec la société d'emploi acquise au fil du temps. On peut en ce sens parler d'une certaine for-

me d'acculturation, si l'on entend par là l'adoption progressive de manières d'agir et de penser propres à une société étrangère, acquise par des contacts répétés avec celle-ci.

Le fait de travailler à Genève permet également à bon nombre de frontaliers de nouer des relations suivies avec les collègues de travail suisses, de constituer un cercle d'amis situé de part et d'autre de la frontière et de s'engager dans la vie associative romande. Les liens développés par les frontaliers avec le pays voisin s'expriment également sur le plan symbolique. Ils consultent en effet régulièrement les médias issus de l'autre côté de la frontière: ils lisent davantage les quotidiens romands que les journaux français, et une moitié d'entre eux suit très régulièrement, outre les programmes télévisuels français, les émissions de la télévision suisse romande. Quant à l'image qu'ont les frontaliers de la région franco-genevoise, six répondants sur dix relatent un sentiment de «continuité» lors de leur passage de la frontière deux fois par jour. La majorité d'entre eux perçoit donc la région transfrontalière comme une entité.

S'agissant des critères qui fondent l'unité de la région, sept frontaliers sur dix évoquent son rôle d'instrument de coopération et de développement économiques. Mais près de la moitié d'entre eux met également en avant son unité géographique et historique. Interrogés sur leurs attentes en matière de développement régional, ils sont nombreux à souhaiter que la région se dote d'outils susceptibles d'harmoniser les législations sociales auxquelles ils sont soumis. Ils revendiquent en outre le renforcement des instances politiques de coopération transfrontalière.

En effet, même si la grande majorité d'entre eux se montre satisfaite de ses conditions de travail – que ce soit au niveau du salaire, des possibilités de promotion ou de l'estime des collègues suisses –, ils sont sept sur dix à estimer leur statut précaire et près d'une moitié à dénoncer les lacunes du système de protection sociale dont ils sont tributaires.

Globalement, on peut donc affirmer que la majorité des frontaliers a tissé des liens symboliques solides avec leur pays d'emploi et que, pour eux, la région franco-genevoise constitue une réalité, mais une réalité relativement fragile au niveau politique et surtout sur le plan social. Ce sont d'ailleurs les plus mal lotis sur le plan de l'emploi, ceux qui exercent les tâches les plus rudes et perçoivent les rémunérations les plus faibles qui ont le plus de difficulté à nouer des liens symboliques forts avec le pays d'emploi et à percevoir la région franco-genevoise comme une entité.

En ce qui concerne leurs sentiments identitaires, les répondants se sentent dans leur grande majorité Français. La hiérarchie des fréquences indique que les interviewés se posent d'abord comme nationaux, puis comme frontaliers, ensuite qu'ils se reconnaissent une appartenance plus englobante à l'Europe, et enfin qu'ils se sentent liés à la région, soit dans sa dimension transfrontalière soit dans sa dimension locale mononationale.

Claudio Bolzman est sociologue, professeur à la Haute école spécialisée de Suisse Occidentale et chargé de cours à l'Université de Genève.

Marie Vial est sociologie et statisticienne. Elle fut chargée de recherche à la Haute école spécialisée de Suisse Occidentale.

Grenzüberschreitende oder nationale Identität?

Bis vor relativ Kurzem war das Interesse an sozio-ökonomischen Entwicklungen von Grenzregionen eher gering. Grenzen wurden als politische Marken räumlicher Abgrenzung von Nationalstaaten verstanden. In den letzten Jahrzehnten ist man sich jedoch der zunehmenden Bedeutung von grenzüberschreitenden Bevölkerungsbewegungen, von Verkehr, von Gütern und Kapital bewusst geworden. Es zeigte sich, dass in diesen Regionen die Urbanisierung voranschritt und sich ein Wirtschaftsraum herausbildete, der die steigende wechselseitige Abhängigkeit der Gebiete diesseits und jenseits der Grenzen beinhaltet und über das rein Ökonomische hinausgeht. Es kann beobachtet werden, dass sich die Absolutheit staatlicher Einflussnahme vermindert. Der grenzüberschreitende Austausch wird durch die Lebensweise und das tägliche Handeln der Grenzgänger und Grenzgängerinnen, die sowohl in der Schweiz wie im Nachbarstaat heimisch sind, begünstigt. Im Gegensatz zum häufig verbreiteten Stereotyp, dass sich diese Personen entweder «hier» oder «dort» engagieren, zeigen deren Aktivitäten sowohl auf sozialer wie auch symbolischer Ebene, dass das Pendeln zwischen Arbeits- und Wohnort über das «Hin» und «Her» hinausgeht. Der Grenzraum wird dadurch durchlässig, die Grenze an sich verliert an Bedeutung.

Des acteurs d'une forme de mobilité

Dans les sociétés contemporaines, marquées par la mobilité sociale et géographique, la spécialisation et la division sociale du travail, les trajectoires et expériences des individus tendent à se différencier. Il devient donc de plus en plus difficile d'élaborer des significations partagées, des sentiments communs d'appartenance sur la seule base des liens interpersonnels et des expériences partagées. L'identification à des appartenances collectives résulte notamment d'un travail de production de «communautés imaginées» par des instances instituées, en premier lieu les Etats-nations (Anderson 1983).

Les diverses configurations identitaires auxquelles se réfèrent les frontaliers traduisent la complexité de leurs trajectoires socioprofessionnelles, de leurs liens à la région, et leur relation aux référents institutionnels à disposition. En tout état de cause, à l'opposé des stéréotypes qui circulent sur leur compte, bon nombre de frontaliers outrepassent largement par leurs pratiques sociales et symboliques le rôle institutionnel qui leur est assigné, à savoir celui de travailleur, et s'imposent comme participants légitimes à la vie sociale et culturelle de la société d'emploi.

Cette option représente une tentative de vivre les frontières plutôt sur le mode de la continuité que sur celui de la fermeture, dans un contexte d'absence de référents institutionnels régionaux forts. Dans une telle situation, le travailleur frontalier est proche de la figure de l'étranger décrite par Georg Simmel en 1908: il incarne en effet la figure du passeur quotidien entre deux rives qui n'ont jamais cessé de se toucher. Il est celui qui brouille les cartes, celui qui par son mouvement rend les limites moins certaines, celui qui par sa vie quotidienne amène à se poser des questions sur les découpages géographiques et institutionnels.

Mais, au temps de Simmel, l'étranger représentait encore une figure exotique dans un univers relativement sédentaire. Dans le monde d'aujourd'hui en revanche, les frontaliers apparaissent comme des représentants d'une mobilité et d'une mondialisation croissantes qui exigent de nouvelles formes de régulation sociétale.

Bibliographie

- Anderson Benedict, 1983, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London: Verso Editions and NLB.
- Bastienier A. et F. Dassetto, 1993, *Immigration et espace public: la controverse de l'intégration*, Paris: CIEMI - L'Harmattan.
- Bolzmann, Claudio et Marie Vial, 2007, *Migrants au quotidien: Les frontaliers*. Zurich et Genève: Seismo.
- Leresche J.-Ph. et Levy R. (éds.), 1995, *La Suisse et la coopération transfrontalière: repli ou redéploiement?* Zurich: Seismo.
- Wackermann G., 1987, *Le vécu transfrontalier et ses répercussions*. *Revue géographique de l'Est*, 1-2: 5-17.